

Cultivons nos liens : c'est urgent !

PAULINE DE LA BOULAYE

L'art n'est pas sans combat, sans arrachement à des réalités politiques implacables, notamment la question des moyens. Pauline de la Boulaye signe là une tribune agacée sur nos errances, nos hésitations à ne pas nous saisir davantage de l'art pour penser la fabrication de nos espaces publics et reconstruire ainsi nos relations aux autres et à notre environnement.

La ville de ce début de XXI^e siècle est en état d'urgence permanent. La crise est totale : sociale, religieuse, migratoire, sanitaire, environnementale... Nos rues, nos places, nos paysages sont de plus en plus sous contrôle : contrôle militaire, contrôle sanitaire, privatisation du sol par les terrasses, les commerces, les logements. La ville et ses oubliés débordent comme un raz-de-marée. Les précaires sont migrants, intellectuels, ouvriers, artistes, femmes, enfants... Les équipements traditionnels sont submergés. Les anciennes structures relationnelles de la société fissurent. Nous assistons à une véritable attaque du milieu, c'est-à-dire : la destruction de nos relations aux autres et à ce qui nous entoure. Nous sommes sur le point de basculer dans la tyrannie : un monde dépeuplé dans lequel des individus isolés ne voient dans les êtres et les choses, que des objets consommables et jetables. Nous atteignons les limites du « prêt-à-habiter » l'espace privé / « prêt-à-consommer » l'espace public. Dans ces conditions, quelle place pour la rencontre gratuite et la création d'imaginaires communs ?

Il est urgent de renouer avec les échelles intermédiaires, de recoudre notre rapport au monde pour retrouver le sentiment « océanique » d'appartenance à des paysages vivants et des communautés humaines. Nous ne pouvons qu'aspirer à un monde d'après peuplé d'êtres civilisés voyant dans chaque chose qui les entoure des sujets. C'est ce que pratiquent les artistes, les philosophes et les poètes. Il est essentiel aujourd'hui de nous rappeler que le propre de l'activité humaine, c'est la culture du lien à soi, aux autres et à l'environnement. La création artistique a surgi comme une nécessité de se lier

symboliquement au monde : sculpture, ornement, peinture, danse, musique. C'était avant l'invention du langage.

Plusieurs milliers d'années plus tard, nos institutions culturelles tâchent de donner accès à la culture pour tous (vœu d'après-guerre pour reconstruire un monde en paix) mais elles doivent être rentables pour compléter des subventions publiques qui ne sont jamais à la hauteur des objectifs sociaux et de la mission d'intérêt général. Résultat : nos musées, nos centres culturels sont dépendants de l'offre et de la demande. Dans cette société du spectacle, les publics consomment du « culturel ». On y propose de la médiation socioculturelle, mais elle est trop souvent *top down*.

Nous avons quelque chose d'important à faire : partager le pouvoir esthétique et politique, redonner à chacun et chacune la capacité de se lier symboliquement à ce qui nous entoure. C'est un projet de renaissance, un projet de civilisation : changer la place de l'art dans la ville, c'est-à-dire dans les lieux publics, dans les quartiers et dans les équipements collectifs (hôpitaux, écoles, prisons).

En dehors des sentiers balisés du marché de l'art et des institutions culturelles, des artistes expérimentent. Elles et ils ont développé des pratiques inclusives, participatives, tissent des liens concrets avec des territoires, des communautés d'habitants. Leur propos est de lutter contre l'exclusion culturelle, de réparer le lien humain, de se lier à des territoires. Il y a ceux qui ont une approche éco-environnementales, d'ouverture poétique de l'espace, de

revitalisation urbaine et qui invitent les habitants à modifier leur perception concrète ou inconsciente de la ville (Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine en France, Stalker en Italie, Assemble Studio à Londres). Il y a ceux qui questionnent les institutions humaines, gardiennes de l'ordre urbain (justice, police, prison), du mode de vie en ville (hôpitaux, écoles), de la culture (musées, statuaire publique), et du rapport à la nature. Ceux-là invitent les habitants à réfléchir aux normes et à la marge, à se positionner (Arnaud Théval en France). Il y a ceux qui proposent de réparer la chaîne du soin. Il y ceux qui renouent avec les origines, le mystère de la création, les rites (Julien Celdran en Belgique). Il y a ceux qui créent des communautés, des tiers lieux et cherchent de nouveaux formats culturels de vie. Ceux-là travaillent sur la rencontre de l'autre et l'apaisement des tensions (Oiseaux sans Tête en Belgique). Tous travaillent la dimension symbolique, créent des dispositifs ou des objets relationnels qui installent un lien durable entre habitants et lieux. Ils sont souvent à la fois artistes, anthropologues, social designers, architectes, ou bien agissent en collectif. Elles et ils prennent le risque de créer du commun sans attendre une reconnaissance individuelle des institutions. Au

lieu de mettre leur art directement sous cloche dans un *white cube*, ils mettent l'art à l'épreuve du social, du climat et du temps.

S'ils ont pu œuvrer à créer des lieux « situés », c'est parce qu'ils ont été écoutés par ceux qui font la ville : architectes, urbanistes, comités de quartier, aménageurs publics, politique de cohésion sociale... La multiplication récente de programmes de projets artistiques et citoyens est une bonne nouvelle dans ce sens. Reste qu'il ne faut pas se tromper de lien. Les liens invisibles qui sous-tendent un projet d'art urbain sont aussi importants que les liens visibles. Je veux dire que la gouvernance avec laquelle le projet est mené doit être fidèle aux valeurs défendues. Trop d'appels à projets sont pavés de bonnes intentions mais finissent par manipuler les liens au lieu de les revitaliser. C'est un exercice des plus délicats. C'est ce que j'analyse et expérimente en tant que commissaire indépendante de projets d'arts urbains. J'active des dispositifs micro-locaux dans le but de partager le pouvoir esthétique et politique, c'est-à-dire donner les moyens de se lier aux objets artistiques : les façonner, les entretenir, les partager avec une communauté et décider ensemble de leur destin.

Stalker, *Aux bord'eaux*, 2003.



Il y a de l'argent pour produire un art urbain univoque qui répète le récit *mainstream* de la société de consommation, qui normalise des formes subversives ou qui impose de l'art contemporain « tombé du ciel », coupé du vécu des citoyens. Mais on finance trop peu les processus fondés sur le lien. Les budgets publics généralement alloués à la production d'œuvres d'arts urbains pourraient intégrer une part pour le travail de lien symbolique, communautaire, réflexif et critique. Par exemple, lorsqu'une ville commande une fresque murale, un pourcentage du budget de production devrait a minima être alloué à l'activation d'un événement avec les riverains, à un débat critique avec la presse, à un workshop avec les artistes. Il ne s'agit pas de se contenter d'un communiqué pour justifier l'arrivée d'une œuvre sur un mur ou une place, il s'agit d'intégrer la relation avec les habitants en amont de l'installation, d'inscrire l'œuvre dans un espace civique, de débat et d'émancipation.

Et de façon plus incrémentale, il devient urgent de replacer le lien à l'intérieur des projets d'aménagement de ville. Le lien humain est un matériau de construction durable. De la même manière que l'on investit dans les autres matériaux durables : bois, technologie verte, panneaux solaires... La maîtrise d'ouvrage publique pourrait inscrire dans les cahiers des charges l'importance de travailler avec des

artistes du lien et des professionnels de la relation à l'autre : des associations porteuses de programme d'éducation permanente, des transmetteurs de techniques de *community organizing*, des facilitateurs d'intelligence collective, des habitués de l'occupation temporaire, des passeurs de communication non-violente, des chercheurs en sciences humaines (anthropologues, historiens, sociologues)... Mettre toutes ces compétences à l'intérieur de chantiers permettrait d'habiter les lieux au sens de les « soigner », les « signifier », les « identifier » pour bouleverser leurs formes trop uniformes. Le naturel étant dissensus, déséquilibre, asymétrie. Plus que le 1 % artistique, ce matériau composite (art, éducation, social) devrait occuper a minima 10 % d'un projet de construction ou d'urbanisme.

Dans le monde qui vient, et après les traumas des confinements et de la distance sociale, le grand défi sera de réparer le lien humain, nous rassembler autour de lieux communs en partageant des responsabilités et des valeurs. Et pour ce faire : cohabiter, inclure, débattre, discuter, essayer, recommencer... C'est comme l'eau dans le sol, ça prend beaucoup de temps, ça doit décanter, ça demande de la ténacité, de la patience, des outils, de la médiation, de la traduction, de la cristallisation... En bref, donnons-nous les moyens de nous mettre d'accord sur la gestion des désaccords. _

Arnaud Théval, *Accident artistique*, document 2021, © Arnaud Théval.





Julien Celdran, *Paraboles custom 2*, 2011, rue Navez, Schaerbeek, © Julien Celdran.

Julien Celdran est artiste chercheur en auto-anthropologie. Il questionne l'histoire de l'art et de la culture à travers des œuvres qu'il produit en interaction avec des habitants et à travers des performances.

En 2011, il a personnalisé quarante antennes paraboliques avec des habitants de Molenbeek. Pour « montrer les cultures », Julien Celdran se met en retrait. Il se dit auteur d'un protocole mais « presque pas » auteur des dessins qu'il applique à l'adhésif découpé. Son protocole s'appuie sur un motif (séquence géométrique répétitive destinée à être ornementale) qui doit venir de l'intérieur, de chez soi. Puisque la fonction des antennes est d'apporter des images lointaines à l'intérieur de chaque appartement, sa proposition est que ces antennes donnent en retour, une image, un motif décoratif qui vient de l'intimité des appartements. Chez l'habitant, l'artiste discute des propositions, prend le temps du dissensus et de la négociation avant de trouver un accord.

Julien Celdran a pu réaliser ce projet dans le cadre d'un Contrat de Quartier (plan d'action, conclu

entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Ville de Bruxelles, visant à améliorer le cadre de vie d'un quartier précaire) et avec le soutien de l'association Patrimoine à Roulettes. Le rôle de médiation joué par l'association a été déterminant pour connecter l'artiste et les habitants.

En résulte une exposition sur les toits du quartier de la Cage aux Ours. Exposition itinérante car à chaque déménagement, les antennes se déplacent avec leurs propriétaires.

Ce projet demande une certaine organisation des rapports entre l'artiste, les habitants, le Contrat de Quartier, l'association médiatrice. Il place l'œuvre au cœur d'un processus de concertation. Chaque acteur est coresponsable de l'œuvre. C'est une œuvre qui échappe tant au marché qu'à une institution. Une œuvre collective qui prend soin des symboles identitaires. Elle s'expose dans le paysage urbain, lui apporte une nouvelle dimension. L'œuvre doit vivre une vie sociale, traverser le temps, éprouver le climat. Son exposition est liée aux aléas de la vie. Sa conservation aussi. Ce qui relativise les notions d'art et de propriété.